

## **Communiqué des Ministres des Finances et Gouverneurs de banques centrales du G20**

**4-5 septembre 2009**

1. Nous, Ministres des Finances et Gouverneurs de banques centrales du G20, nous sommes réunis aujourd'hui en amont du Sommet de Pittsburgh pour évaluer nos progrès dans la mise en œuvre du Plan mondial pour la reprise et la réforme et décider d'actions supplémentaires pour assurer une croissance durable et construire un système financier international plus robuste. Nous réaffirmons la nécessité d'une mise en œuvre rapide et complète de tous les engagements pris lors des Sommets de Washington et de Londres et sommes convenus des nouvelles mesures nécessaires pour renforcer le système financier, décrites dans la déclaration jointe.

2. Nos actions sans précédent, décisives et concertées ont aidé à stopper le déclin et à soutenir la demande globale. Les marchés financiers se stabilisent et l'économie mondiale s'améliore, mais nous restons prudents sur les perspectives de croissance et d'emploi, et sommes particulièrement soucieux de l'impact sur de nombreux pays à faible revenu. Nous continuerons de mettre en œuvre avec détermination nos mesures de soutien financier et nos politiques budgétaires et monétaires expansionnistes, qui sont nécessaires, de façon compatible avec la stabilité des prix et la soutenabilité à long terme des finances publiques, jusqu'à ce que la reprise soit assurée.

3. Nous devons prolonger les actions déjà réalisées et traiter les défis importants qui demeurent. Il est essentiel pour la croissance que nous agissions pour soutenir le crédit, notamment en traitant les actifs dépréciés et en menant en tant que de besoin des « tests de résistance » robustes. Nous devons promouvoir l'emploi par des politiques structurelles, des politiques actives du marché du travail, la formation et l'éducation. Nous travaillerons en vue de traiter le problème de la volatilité excessive des prix des matières premières en améliorant le fonctionnement et la transparence des marchés physiques et financiers et en promouvant un dialogue plus étroit entre pays producteurs et consommateurs. Nous saluons la mise en œuvre rapide de l'initiative de 250 milliards de dollars sur le financement du commerce et réaffirmons notre engagement à combattre toutes les formes de protectionnisme et à parvenir à une conclusion ambitieuse et équilibrée du Cycle de Développement de Doha.

4. Nous sommes convenus du besoin d'un processus transparent et crédible pour le retrait de nos mesures de soutien budgétaire, monétaire et au secteur financier une fois que la reprise sera pleinement assurée. Nous développerons, en travaillant avec le FMI et le CSF, des stratégies de sortie coopératives et coordonnées, reconnaissant que l'échelle, le calendrier et le séquençage des actions variera selon les pays et selon le type de mesures.

5. Nous travaillerons à atteindre une croissance élevée, stable et durable, ce qui nécessitera un rééquilibrage ordonné de la demande mondiale, la suppression des barrières domestiques et la promotion du fonctionnement efficace des marchés mondiaux. La nécessité de combattre le changement climatique est urgente et nous travaillerons en vue d'obtenir un succès à Copenhague.

6. Nous avons accompli des progrès importants dans le renforcement des institutions financières internationales, mais il est nécessaire de faire plus. La mise en place des 850 milliards de dollars de ressources supplémentaires convenus en avril pour le FMI, incluant un Nouvel accord d'emprunt étendu et plus flexible, est presque achevée, de même que les 50

milliards de dollars pour soutenir la protection sociale et les filets de sécurité, promouvoir les échanges commerciaux et préserver le développement dans les pays à faible revenu. Nous saluons la refonte des instruments de prêts du FMI. Nous encourageons les banques multilatérales de développement à faire une pleine utilisation de leurs bilans et réaffirmons notre engagement à ce qu'elles disposent d'un niveau de capital adéquat, constatant qu'elles mettent pleinement en œuvre comme prévu le déploiement de 100 milliards de prêts supplémentaires. Dans la période qui s'ouvre, nous devons nous attacher à déployer des ressources au profit des pays à faible revenu pour soutenir les réformes structurelles et le développement des infrastructures.

7. Nous attendons une mise en œuvre rapide des réformes de la gouvernance des institutions financières internationales convenues en 2008 et achèverons les réformes de la Banque mondiale au printemps 2010 ainsi que la prochaine révision des quotes-parts du FMI en janvier 2011. Nous reconnaissons que le FMI doit rester une organisation fondée sur les quotes-parts ; et que, au titre des réformes, la voix et la représentation des pays émergents et en développement, y compris les plus pauvres, doivent être significativement renforcées pour refléter les changements dans l'économie mondiale. Pour atteindre cet objectif, nous attendons des progrès substantiels à Pittsburgh. Nous réaffirmons également notre engagement à accroître la responsabilisation, à renforcer l'implication des gouverneurs du Fonds dans les orientations stratégiques et convenons d'évoluer vers une sélection des dirigeants des institutions financières internationales qui soit ouverte, transparente et fondée sur le mérite. Pour améliorer le rôle et l'efficacité du Fonds dans le soutien d'une plus grande coopération et assurer une économie mondiale et un système financier international plus durables, une surveillance objective, équilibrée et indépendante sera essentielle. Nous appelons le FMI, en lien avec les autres organisations internationales, à poursuivre son évaluation des actions que nous menons pour assurer une reprise durable.